



Allocution d'ouverture par Neil Cole, Secrétaire exécutif, CABRI

Chaleureuses salutations de l'Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire.

J'ai le plaisir d'accueillir les 26 gouvernements africains qui sont représentés à cet important Dialogue sur les Politiques. Nous sommes également rejoints par la Banque Africaine de Développement, et en particulier la Facilité Africaine d'Appui Juridique, des institutions académiques et l'Overseas Development Institute.

Bienvenue à tous.

Lors de notre Dialogue sur les Politiques de juillet, nous avons examiné les vulnérabilités auxquelles les pays sont confrontés. Un message clé de ce dialogue, était que les vulnérabilités devraient être identifiées, analysées, communiquées aux décideurs, pour ensuite prendre des mesures opportunes et appropriées. Outre les vulnérabilités, les gestionnaires de la dette sont confrontés à de nombreuses incertitudes, telles que les coûts d'emprunt, le comportement des créanciers/investisseurs et la volatilité des taux de change, pour n'en nommer que quelques-unes. Les niveaux d'endettement élevés, ainsi que la crise sanitaire actuelle et l'impact du changement climatique, sont quelques-uns des défis auxquels les gouvernements doivent faire face, qui ont mis à rude épreuve le fisc. Compte tenu des vulnérabilités, des incertitudes et des pressions fiscales, comme mentionné, je pense que la façon de gérer cela, passe par le renforcement continu de nos compétences, la mise en œuvre de politiques prudentes et le renforcement des compétences au sein de nos circonscriptions respectives.

Les négociations de contrats sont une caractéristique commune des activités de tous les gouvernements - des accords de niveau de service pour la fourniture d'ordinateurs et le soutien du réseau aux négociations plus complexes avec des consortiums du secteur privé pour construire un système de transport moderne financé par un partenariat public-privé. Idéalement, nous voulons que ces contrats soient non seulement juridiquement solides, car dans le respect de la constitution et de la souveraineté de nos pays, nous voulons également nous assurer qu'ils ne compromettent pas les résultats sociaux, l'optimisation des ressources et l'abordabilité de nos cadres fiscaux.

Un défi commun à de nombreux pays africains est que les contrats ne répondent pas toujours aux idéaux que nous recherchons. Et cela s'applique à tous les niveaux, c'est certainement le cas lors de la négociation d'accords de financement avec les créanciers et les investisseurs - où nous nous retrouvons avec des termes et conditions moins que favorables.

Il y a quelques années, je faisais partie d'un panel avec le PDG de Discovery Health - une compagnie d'assurance à court terme en Afrique du Sud qui est également maintenant dans le secteur bancaire. Il a noté dans son discours qu'il est toujours dans le meilleur intérêt pour les parties à un contrat de s'assurer que leurs incitations et risques sont clairement communiqués et compris et contenus dans les termes et conditions du contrat. De cette façon, le partenariat est durable. Et ne craignez pas les incitations qui peuvent être très différentes – des retours favorables aux résultats sociaux.

Notre Dialogue sur les Politiques couvrira donc quatre domaines :

1. Pourquoi la transparence est essentielle pour les négociations sur la dette souveraine, et comment elle peut être améliorée.
2. Comment la position de négociation des gouvernements peut être améliorée grâce à une analyse financière rigoureuse.
3. Concepts juridiques clés et marge de manœuvre.
4. Les options et opportunités de restructuration de la dette souveraine.

C'est dans ces quatre domaines prioritaires du dialogue que nous espérons que notre objectif sera atteint, à savoir que les gestionnaires de dette africains partagent leurs expériences de négociation avec différents groupes de créanciers. Nous souhaitons que vous mettiez en évidence les pièges courants et identifiiez les étapes pratiques grâce auxquelles vos bureaux de gestion de la dette peuvent améliorer ces interactions avec les groupes de créanciers, dans le but ultime de générer des résultats plus favorables pour le fisc.

Au cours de la première journée, l'accent sera principalement mis sur les conditions financières des accords de prêt. Le programme de demain déplacera le dialogue vers le côté juridique des choses et les options de restructuration ou de reprofilage du portefeuille de dette de votre gouvernement.

Merci encore une fois d'avoir pris le temps de participer à cet important dialogue, et je vous souhaite un dialogue fructueux.